

L'Aménagement de tout territoire est en premier lieu l'affaire de ses habitants!
En finir avec le colonialisme sous toutes ses formes, ici et partout ailleurs!



La Commune libre de L'Amassada

Pour en savoir plus :

Blog : douze.noblogs.org

Courriel : contact.amassada@riseup.net

Une excellente brochure téléchargeable en A5 : **Plaidoyer contre les éoliennes industrielles**

Un film : **Pas res nos arresta**

Communiqué.

À la sortie du bourg de Saint-Victor-et-Melviu, le géant du transport électrique français RTE (Réseaux de Transport d'Électricité) tente par tous les moyens de s'accaparer un lot d'excellentes terres agricoles pour y implanter un gigantesque transformateur de 7 hectares.

UN TRANSFORMATEUR POUR DU BUSINESS INTERNATIONAL

Un transformateur de cette taille sert à augmenter le voltage de l'électricité produite aux environs, pour pouvoir ainsi l'exporter loin, très loin, sur les marchés européens et mondiaux, au moyen de lignes Très Haute Tension (pour Saint-Victor, ce serait à destination de l'Espagne et du Maroc). Ce que dévoile la construction de ces infrastructures, c'est que l'énergie produite localement n'a rien à voir avec un besoin, ni même une consommation locale. Elle est immédiatement envoyée dans un immense réseau de distribution transnational dont le but premier est de réaliser de substantiels profits en vendant sur les marchés les plus porteurs. Un tel système rend immédiatement caduque toute idée d'autosuffisance énergétique. À proximité des centrales photovoltaïques ou nucléaires, des éoliennes ou des barrages, on consomme comme partout ailleurs l'énergie lambda du réseau, simplement on subit gracieusement les nuisances de production et d'acheminement.

DES NUISANCES

Il y a déjà un transformateur de 3 ha à Melviu (qui évacue la production des barrages du Tarn) et de nombreuses lignes THT. Faites l'expérience : si l'on passe avec un néon sous l'une des lignes, celui-ci s'allumera tout seul... À proximité de telles lignes, des symptômes divers apparaissent (notamment des problèmes de fertilité), touchant parfois gravement la santé des riverains. Sans parler du bétail dont la lactation diminue ou s'arrête. Bref, personne ne croit plus en la soi-disant innocuité de ces infrastructures.

L'AVEYRON, LE TARN ET L'HERAULT MENACÉS

Quel besoin d'un transformateur supplémentaire à Saint-Victor ? En réalité, il s'agit d'une anticipation de RTE quant au projet pharaonique d'implantation d'un millier d'aérogénérateurs (éoliennes industrielles) dans la région. La multiplication des mâts de 120 m de haut sur toutes les crêtes du sud Rouergue saturerait en effet rapidement le transformateur de Melviu. Sans compter que, par un effet d'entraînement, la présence d'infrastructures de desserte (transformateurs et lignes THT de 225.000 et 400.000 volts) encouragera et concentrera encore un peu plus les projets de nouvelles productions énergétiques (aérogénérateurs, centrales photovoltaïques) autour d'elles. C'est donc de la création d'une vaste zone industrielle de l'énergie sur tout le sud-Aveyron qu'il s'agit.

Bure, village victime de la folie nucléaire.

Infos solidarité.

Sur la toile : **Comités Bure de lutte**

Calendrier : <https://atomik-tour.org/>

La Commission Nationale du Débat Public (CNDP) organise un débat qui participera à la validation du Plan National de Gestion des Matières et Déchets Radioactifs (PNGMDR).

Ce plan qui prévoit la gestion de l'aval de l'énergie nucléaire induit directement l'amont de la filière : en prétendant gérer les déchets de cette industrie, il permettra surtout de continuer à en produire. Ainsi, il aura pour conséquence la fuite en avant du programme nucléaire français, civil et militaire, pour les 30 prochaines années.

De nombreuses organisations anti-nucléaires, notamment localement en Meuse, appellent à désertier ces instances et au boycott total. Elles dénoncent une méthode pseudo-démocratique où la participation du public vient seulement cautionner et valider des choix déjà faits par l'ensemble de l'industrie nucléaire, appuyée par les gouvernements successifs, notamment le duo à la tête de la France actuellement (dont l'un est l'ancien directeur de communication d'Areva, ce n'est tout de même pas anodin). D'autres organisations comptent, quant à elles, participer à ce débat, à leur manière, même si elles n'ont aucune illusion sur son poids démocratique mais elles veulent ainsi tenter d'informer la population et inscrire dans le marbre d'une consultation publique les questionnements, les analyses des opposant-es au nucléaire et à sa filière de déchets. Cependant, toutes ensemble, ces associations appellent à organiser nos propres débats partout en France, hors des cadres imposés, en dépassant le seul sujet des déchets du nucléaire mais en questionnant plus largement le nucléaire et le rapport que nous avons à cette énergie qui nous est imposée. Cet appel fait écho à celui lancé le 16 juin 2018 lors de la manifestation à Bar-le-Duc.

Face à ces constats, nous, une petite équipe militante issue de la lutte contre le projet d'immense poubelle nucléaire à Bure, avons décidé de proposer l'alternative suivante pour nous ré-approprier notre liberté de débattre et de nous interroger ensemble tout au long de :

L'ATOMIK TOUR 2019 !

Nous avons pensé et organisé cette caravane qui, au cours de 50 étapes de janvier à août 2019, à travers toute la France, va relayer les initiatives de boycott et (re)tisser du lien entre tous les groupes qui résistent localement contre le nucléaire, les GPII et leur monde (sans lequel ils ne pourraient exister). Nous appelons toutes les organisations, qu'elles participent ou boycottent ce débat officiel, à relayer cet appel à débats auto-organisés, ainsi qu'à soutenir et à participer à la caravane. Que nous soyons en dehors ou en dedans du débat public, retrouvons-nous et donnons en chœur toute notre voix contre le nucléaire.



BUENOS AIRES, 7 janvier 1919 : Début de la "Semaine tragique". La police tire sur une manifestation ouvrière pour la journée de 8 heures, tuant à quatre reprises et faisant une trentaine de blessés. S'en suit une grève générale. De nouveaux accrochages avec la police, le jour des obsèques, feront plus de cinquante morts. L'usine où se réfugient les ouvriers est prise d'assaut par 30 000 fantassins. Les sièges syndicaux, imprimeries, bibliothèques sont fermés. Une féroce répression se soldera au bout de 9 jours par 700 morts et 2000 blessés.

Une société malade administrée par des psychopathes. Dans ce monde qui de la disparition d'insectes nourriciers à des catastrophes de type Fukushima ne produit que destructions et mort, le mouvement des gilets jaunes charrie les aspirations à vivre d'une humanité malmenée, maltraitée, brutalisée, violente au fil des siècles qui nous ont conduit au système capitaliste devenu aujourd'hui la méga machine économique qui telle une coulée de lave emporte et brûle tout sur son passage. Ce qui, semble-t-il à l'heure qu'il est, est en train de lever c'est le choc entre deux modes opposés de civilisation, entre deux modes antagonistes d'organisation sociale.

Nous vivons dans un cadre social où, pour n'évoquer ici que la France, liberté, égalité, fraternité sont des mots creux symbolisant l'autorité de l'État sur nombre de bâtiments et documents punitifs jusques et y compris ceux formant l'univers des prisons, c'est à dire l'inverse absolu de ce que prétend dessiner la devise de la République.

Dans un monde divisé en classes, c'est à dire coupé en deux entre d'une part l'infime minorité qui décide de tout et gouverne tandis que de l'autre l'immense majorité est soumise, dans la plus stricte obligation d'obéissance, au travail contraint, forcé et exploité, par le salariat, «l'État de droit» garant de «la souveraineté du peuple» par représentants interposés, ne peut relever que de la

éditorial.

Vive l'insubordination populaire!

plus totale escroquerie. C'est parce que la chose est devenue massivement évidente que depuis des années nous assistons à la montée des taux d'abstention à l'égard des convocations électorales. L'illusion que le «gouvernement représentatif de l'ordre républicain» a pu exercer auprès des populations soumises a fini par s'user, tant l'ensemble des élus épouse intimement la forme d'un clone des aristocraties d'Ancien régime. Privilèges, inégalités, injustice et arrogance nous sont dirait-on devenues aussi insupportables qu'elles l'étaient à la plèbe aux avant veilles déjà de 1789.

Ce n'est pas le fait du hasard si l'on peut remarquer la résurgence d'un courant en franche filiation avec le mouvement des sections parisiennes des sans-culottes qui, en s'étendant aux 84 départements esquissait la création d'une confédération de communes. Le détournement de la révolution par les forces bourgeoises n'a fait que parachever la monarchique besogne de la centralisation politique. Sous un certain nombre de changements persistents des constantes. Si les agents de la domination se présentent sous des apparences quelque peu différentes, la structure profonde des rapports sociaux demeure. La vie de la grande masse des gens est organisée par une minorité domi-

nante. Cet état de fait primordial, oppressif par essence, ne peut manquer de produire les frustrations et injustices de tous ordres que nous connaissons. Un nombre réduit de Conseils d'administration détermine ce que nous mangeons, voire comment nous nous empoisonnons, comment et où nous sommes autorisés à habiter. Les bombardements publicitaires, médiatiques, et parfois même les lois, complètent le tableau pour nous indiquer autant que faire se peut ce qu'il vaut mieux penser. Malgré la mise sous tutelle de la grande masse pourtant, l'insidieuse tyrannie du capitalisme et de son système industriel révèle, à s'exercer sur tous les terrains du quotidien, sa nature totalitaire à bien des têtes. La vie perce parfois par quelques brins d'herbe sous le stérile bitume. Venant de refaire surface sous le béton institutionnel elle laisse entrevoir au loin un possible retour des communs et d'assemblées populaires aptes à librement se fédérer, bâtissant ainsi une organisation sociale reposant, au plan individuel tout autant que collectif, sur le gouvernement de soi par soi-même. Audace et solidarité!



C'est pas trop tôt! Une première tranche de travaux préparatoires va débuter d'ici deux à trois semaines. La construction du local en bois et paille sera mise en oeuvre durant l'été pour s'achever en septembre. La FEM devrait être fonctionnelle au printemps 2020, mais... Pour aller au bout il manque encore 5000 € environ, sachant que d'ici 4 ans il faudra rembourser 40 000€ aux camarades qui les prêtent. D'où l'appel au soutien ci-dessous. Les chèques, petits et gros, sont recevables à l'ordre d'États d'Émancipation-13 Grand rue-34210 AIGUES-VIVES.

États d'Émancipation
et LA FEM
FONTAINE ENCYCLOPÉDIQUE DU MAQUIS

etats.emanci@laposte.net

Objet d'États d'Émancipation:

L'association appelle à susciter, soutenir et accompagner des initiatives visant à la réanimation et au renforcement de la culture populaire autonome en ses particularités les plus ouvertes à la création de civilisations centrées sur l'antique rêve d'une humanité libre, égalitaire et fraternelle, émancipée de toute servitude, libérée de l'oppression des dominations politiques, économiques et sociales.



Une Rabelaisienne Thélème pour d'heureuses rencontres fomentées sous l'égide d'ausi illustres inspirateurs qu'Étienne de La Boétie, Don Quichote de la Mancha, Charles Fourier, Georges Brassens et encore beaucoup d'autres, tel est le projet actuellement en cours.

Une solide bibliothèque et une riche cinémathèque, au sein d'un territoire agricole aux belles capacités d'accueil.

Entre rivière de Cesse et Montagne noire, le hameau de Bois-Bas étend ses près de 270 hectares sur la commune de Minerve (34210) mais à une douzaine de kilomètres du village.



Ignorance programmée et culture du secret sont des éléments capitaux de toutes les stratégies de conquête et conservation du pouvoir. Interdiction était faite aux esclaves d'apprendre à lire mais ils savaient chanter. Le *cante hondo* du flamenco, le *blues* et d'autres formes ailleurs et à différentes époques, avaient pu émerger et se répandre pour exprimer la culture vivante du peuple, avec ses joies, ses peines, ses douleurs et ses révoltes. Personne ne chante plus aujourd'hui sur les chantiers, usines, champs et ateliers. La marchandisation du monde est parvenue à liquider la culture autonome du peuple, subversive par nature, pour lui substituer une «culture» de masse, prétendument populaire et «démocratisée».

Organisateur d'une amnésie collective, le monopole culturel exercé par la domination est une arme d'asservissement massif. Langage et mémoire sont au centre de la lutte pour ou contre le contrôle de la pensée publique, pour ou contre le contrôle des populations. Négliger l'action sur ce terrain n'est pas de nature à embellir la perspective d'un renversement de l'ordre oppressif et répressif du vieux monde.

Il ne manque pourtant pas de voix qui encore s'élèvent, mais en maints endroits sont dressés des murs dont le plus répandu, et non le moins redoutable, est celui du silence. Ou presque. Il est aussi d'autres voix plus anciennes, braises toujours incandescentes de la mémoire des « vaincus », qui demeurent conservées sous des formes telles que livres, brochures, documents d'archives, tracts, films etc. qui ne sont pas non plus d'accès très facile. Et quand bien même le seraient-ils, ce ne sera jamais trop. De tels trésors existent. S'ils demeuraient en usage restreint, confidentiel et réservé aux intellectuels de profession, il y a fort à parier qu'ils perdraient de leur potentiel subversif et émancipateur.

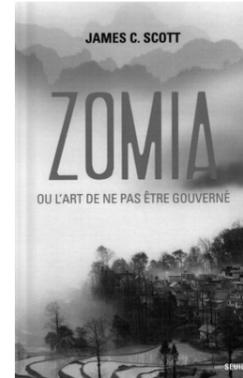


Construire le local destiné à recevoir les quelque 5000 ouvrages, journaux et brochures relevant de l'autonomie individuelle et collective, pour le moment rangés en caisses comme la cinémathèque 16mm, 35mm et vidéo, demande encore 135 complicités disposées à cotiser 5 € par mois durant 4 ans.

LA BANQUE POSTALE		RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE	
RIB - Identifiant national de compte		Domiciliation	
ETABLISSEMENT 20041	GUICHET 01007	N° COMPTE 1585957P038	CLE RIB 51
LA BANQUE POSTALE CENTRE FINANCIER 69500 LYON CEDEX 20			
IBAN - Identifiant international de compte International Bank Account Number		BIC - Identifiant international de l'établissement Bank Identifier Code	
FR44	2004	1010	0715 8565 7P03 851
PSSTFRPPLYO			
Titulaire du compte - Account Owner			
ÉTATS D'ÉMANCIPATION			
Cadre réservé au destinataire du relevé			



Lectures vivrières



Zomia

James C. SCOTT - Le Seuil
Les tenants du pouvoir en Thaïlande tentent d'imposer l'idée d'un rôle civilisateur de la dynastie des Rama dans l'histoire récente de cette destination touristique d'Asie du Sud-Est, où les idéologies nationaliste et bouddhiste s'imposent violemment. Un livre récent donne une toute autre version, en inscrivant le Siam dans un ensemble régional et d'un point de vue très éclairant, dont le titre anglais précise le propos de l'auteur «The Art Of Not Being Governed, An Anarchist History Of Upland Southeast Asia», traduit en français par « Zomia ou

l'art de ne pas être gouverné », édité au Seuil en 2013. L'auteur, James C. Scott, qui cite Pierre Clastres en exergue, apporte une pierre supplémentaire à l'écriture d'une histoire anti-autoritaire de l'humanité, rejoignant David Graeber dans l'élaboration d'une réflexion anthropologique actuelle, libertaire.

On nomme Zomia une région très étendue qui concerne quelque 100 millions de personnes habitant en partie collines et montagnes de Birmanie, de Thaïlande, du Cambodge, du Vietnam, du Laos et quelques provinces du Sud de la Chine. Jusqu'à une époque pas si lointaine, la zone d'influence des États ne put s'y étendre durablement, et des populations y trouvèrent un refuge contre les prétentions des différents gouvernements à les contrôler. Une analyse très pertinente des capacités limitées des premiers États à contrôler de vastes étendues permet à l'auteur de présenter comment des pans entiers de populations purent échapper à cette main-mise. Opposant l'agriculture centralisée de rizière à l'agriculture fugitive sur brûlis, James C Scott démonte l'idéologie qui présente l'État comme un élément civilisateur, opposé à la barbarie des populations hors contrôle.

L'État qui se constitue cherche à coloniser d'abord «sa» propre population, et celle-ci s'intègre, résiste ou fuit. Les populations des marges seraient plutôt constituées de ceux qui veulent éviter l'esclavage, l'impôt, la prédation étatique. Le nomadisme n'est pas un stade antérieur de l'évolution, mais un choix délibéré de populations qui abandonnent l'État. «Ce n'est pas un tribalisme pré-gouvernemental mais un rejet stratégique et partiel d'un gouvernement.» (page 55)

Cette passionnante lecture devrait contribuer à renverser quelques idées reçues chez ceux qui pensent le monde et son histoire comme une évolution nécessaire vers le meilleur des mondes (jusqu'à accepter de sacrifier leur liberté à une illusoire sécurité). Plus de 500 pages qui aident à envisager l'histoire sous un autre rapport que celui de la victoire de l'efficacité étatique face à un prétendu archaïsme égalitaire.

Gaston Dufief

Le Ménage des Champs

Xavier NOULHIANNE éditions du Bout de la Ville

D'abord chercheur et responsable d'une équipe chez Rhône-Poulenc, Xavier Noulhianne se heurte au carcan des processus normatifs de la bureaucratiation industrielle. Devenu éleveur de chèvres il expérimente à nouveau cette tyrannie. Son parcours lui permet de produire une minutieuse critique du système. Décorquant l'ensemble de son application tout au long du processus d'élevage sous une pression agro-industrielle normée par l'État, il aborde, au delà du monde agricole, la question sociale. L'ouvrage se termine ainsi : « Alors on se surprend du fond de sa campagne, à comprendre le sentiment de gens qui brûlent tout ce qui peut représenter l'État et ses organismes de régulation, du commissariat au centre social en passant par l'hypermarché. En l'occurrence, ce ne sont HIVER 2019



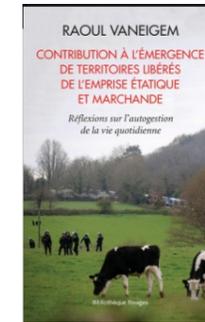
évidemment pas les discours tronqués retransmis par les canaux d'information qui permettront ce rapprochement. On se prend à reconnaître le sentiment, pour l'avoir vécu, qui pousse à l'émeute. Ce sentiment issu de l'expérience du mépris bureaucratique, de l'obligation de la mise en conformité administrative et de l'expérimentation de la manipulation d'État à l'échelle de sa propre vie. On n'est plus en position de vouloir comprendre les contingences qui ont toujours servi à justifier un tel comportement d'État ni de pardonner quoi que ce soit, parce que la dépossession est trop grande et fabrique une souffrance trop fondamentale. Aujourd'hui je sais que ce sentiment peut être commun à un agriculteur et à un habitant de cité. Cette rage qui fait qu'on n'est plus en mesure d'admettre quoi que ce soit, puisqu'il s'agit de réagir face à un État qui montre tous les jours, d'une façon ou d'une autre, qu'il s'est donné pour tâche de vous faire disparaître.»

Michel Garonne

Contribution à l'émergence de territoires libérés de l'emprise étatique et marchande

Réflexions sur l'autogestion de la vie quotidienne

Raoul VANEIGEM - Payot & Rivages



De «L'état des lieux» à «que croissent et multiplient les terres affranchies de la tyrannie étatique et marchandé!» l'auteur nous livre en huit chapitres ses réflexions, émaillées d'utiles rappels historiques, sur la situation sociale du monde.

Ricochant sur la pensée en lecture, elles ouvrent des pistes d'exploration et fournissent aux luttes en cours de bons éléments de questionnements aux fins d'émancipation.

On retrouve ici les mêmes accents de verve lyrique que dans le *Traité de savoir vivre à l'usage des jeunes générations*, qui soutendent le cheminement d'une pensée versée à la mise en lumière d'un certain nombre de causes du présent et de quelques conditions de son dépassement.

«Le concept d'autogestion et les théories qu'il a suggérées sont restées jusqu'à nos jours entachés d'une emprise délétère : celle de l'économie. [...] La vie est incompatible avec l'économie, qu'elle soit collective ou privée, qu'elle avantage le bien public ou les monopoles.» donne à entendre avec raison Raoul Vaneigem avant de proposer le dépassement des désastreuses connotations du terme.

Le mystère demeure : pourquoi donc Raoul Vaneigem, et tant d'autres, utilisent-ils ce terme flou et venu de l'univers de la domination? Alors que bien avant la mode gestionnaire, il était question (de par la culture alors bien vivante du fédéralisme anarchiste) d'auto-gouvernement. Ce qui signifie clairement, comme l'écrit quelque part Fernand Pelloutier, le gouvernement de soi par soi-même. La question est posée.

S-S.C



En hommage au journal fondé en 1910 au Mexique par Ricardo Flores Magón.

Bulletin trimestriel, saisonnier mais asynchrone, de l'association Germinal : 30 rue Didot-75014 Paris. regene@riseup.net

Ont participé à ce numéro : Sarah LETOUZEY, Michel GARONNE, G Z, Gaston DUFIEF, Pierre KROPOTKINE, S. DARSOL, S-S.C, ainsi que des amitiés, voire des passants et des passantes anonymes qui sans doute ne le sauront jamais.

REPÈRES

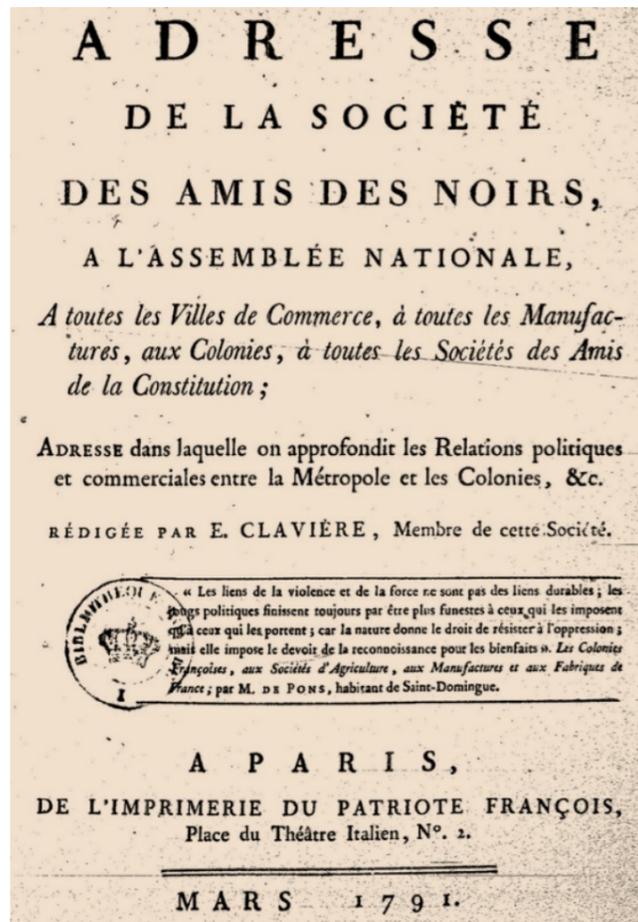


L'ANARCHIE, d'Anselme Bellegarrigue, fondé en 1850, est le premier périodique connu à s'être déclaré spécifiquement anarchiste.

La première livraison du titre, il n'y en eut que deux, constitue de fait le premier Manifeste de l'Anarchie au monde.

En effet

Qui dit anarchie, dit négation du gouvernement;
Qui dit négation du gouvernement, dit affirmation du peuple;
Qui dit affirmation du peuple, dit liberté individuelle;
Qui dit liberté individuelle, dit souveraineté de chacun;
Qui dit souveraineté de chacun, dit égalité;
Qui dit égalité, dit solidarité ou fraternité;
Qui dit fraternité, dit ordre social;
Donc qui dit anarchie, dit ordre social.

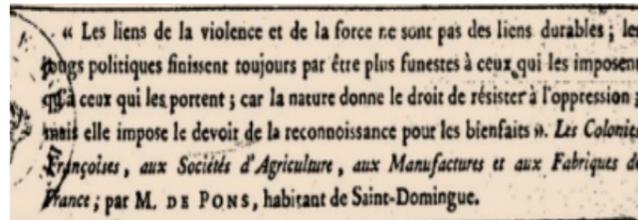


Source : La Révolution et nous, le blogue historien de Claude Guillon.



Enfants construisant une barricade à Buenos Aires le 9 janvier 1919.

Au contraire Qui dit gouvernement, dit négation du peuple;
Qui dit négation du peuple, dit affirmation de l'autorité politique;
Qui dit affirmation de l'autorité politique, dit dépendance individuelle;
Qui dit dépendance individuelle, dit suprématie de caste;
Qui dit suprématie de caste, dit inégalité;
Qui dit inégalité, dit antagonisme;
Qui dit antagonisme, dit guerre civile;
Donc qui dit gouvernement, dit guerre civile.



«Les liens de la violence et de la force ne sont pas des liens durables; les jougs politiques finissent toujours par être plus funestes à ceux qui les imposent qu'à ceux qui les portent, car la nature donne le droit de résister à l'oppression, mais elle impose le devoir de la reconnaissance pour les bienfaits» Les colonies françaises, aux sociétés d'agriculture, aux manufactures et aux fabriques de France, par M. DE PONS, habitant de Saint-Domingue.

À retenir

Du 10 août en soiré au 15 inclus, se dérouleront les troisièmes *Rencontres du Maquis pour l'Émancipation*. Présentations de livres, conférences-débats, expositions de luttes en cours, films, spectacles vivants, concerts, camping, gîtes, restauration... Bientôt le programme complet. Qu'on se le dise!

La Commune du Maquis
Bois-Bas - 34210 MINERVE

Utilités sur internet.

- JAUNE le journal pour gagner!
- www.academia Les sociétés libertaires existent-elles?

(En complément de la recension de «ZUMA» page 7)

POUR VOTRE SÉCURITÉ ÉVITEZ LES MANIFESTATIONS PACIFIQUES!

Voici un rappel succinct de quelques dégâts causés en de pareils évènements par ces forces répressives curieusement qualifiées de «forces de l'ordre» dont le rôle serait, ce n'est semble-t-il pas de l'humour, «de protéger les manifestants.»

1er mai 1891 : Les organisations ouvrières du monde entier organisent pour la deuxième année diverses actions, dont la grève, pour l'obtention de la journée de 8 heures. A Fourmies, petite ville du nord de la France, la manifestation commencée aussi joyeusement que pacifiquement réclame en fin de journée la libération des personnes arrêtées. Comme elle approche du lieu de détention la troupe tire à bout portant, faisant 8 morts.

1er mai 1906 : 20 000 soldats, dont 5000 cavaliers et 36 000 policiers sont chargés «d'assurer l'ordre» à Paris. Aux abords de la Bourse du Travail les manifestants subiront plusieurs charges à l'arme blanche. Il n'y aura pas de mort mais de nombreux blessés et quelque 800 arrestations.

2 juin 1908 : À Vigneux les gendarmes ouvrent le feu sur des grévistes réunis dans leur permanence, provoquant 4 morts et une dizaine de blessés.

30 juillet 1908 : Après un meeting à Vigneux, une colonne de grévistes se dirigeant vers le cimetière de Villeneuve-Saint-Georges, où était enterrée l'une des deux victimes de Vigneux, est attaquée sabre au clair par un régiment de Dragons qui provoquent des blessures graves. En arrivant à Villeneuve-Saint-Georges la manifestation se heurte au blocage par l'armée de toutes les rues menant à la gare. La protestation se fait vive, les soldats chargent, sabrent et tirent. Le bilan sera de 4 morts et plus de 200 blessés parmi les manifestants, pour 69 militaires blessés

8 mai 1945 : En Algérie les autorités françaises vont endeuiller les festivités générales de la Libération et de la fin de la deuxième guerre mondiale.

À Sétif un cortège pacifique répondant à l'appel des indépendantistes des Amis du Manifeste de la Liberté (AML) défile en arborant les drapeaux des forces alliées, clame des slogans de paix et de liberté en même temps qu'il demande la libération de Messali Hadj, leader de l'AML qui se livre à une promotion modérée de l'indépendance. La manifestation a été autorisée à la condition que n'apparaisse pas le drapeau algérien. En voyant paraître un, un policier tire immédiatement sur le porteur et le tue, déclenchant une réaction émeutière.

Le massacre va suivre pendant plusieurs jours à Guelma et Kherrata avec le recours aux automitrailleuses, aux canons de la marine et aux bombardements aériens. Les autorités françaises donneront le chiffre de 1500 morts, le consul étasunien soutenant le nombre de 40 à 45000 morts.

14 juillet 1953 : La police tire sur une manifestation pacifique, autorisée, célébrant le 14 juillet à Paris. Au sein du cortège du PC et de la CGT défilent des partisans du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, parti indépendantiste algérien. Des paras, permissionnaires de la guerre d'Indochine, provoquent une échauffourée en attaquant le cortège. L'intervention de la police se solde par six «Français musulmans»

tués, ainsi qu'un militant de la CGT, Français tout court celui là.

17 octobre 1961 : Un évènement qui pourrait servir de pense-bêtes aux irresponsables plaisantins qui lors de diverses manifestations de gilets jaunes évoquaient «des violences inouïes, jamais vues à Paris».

Répondant à l'appel du FLN, quelque 30 000 travailleuses et travailleurs algériens défilaient pacifiquement dans les rues de Paris pour protester contre le couvre-feu imposé quelques jours plus tôt par le Préfet de police de Paris dont le communiqué spécifiait «Il est très vivement recommandé aux Français musulmans de circuler isolément, les petits groupes risquant de paraître suspects aux rondes et aux patrouilles de police». Interdiction leur était intimée de sortir entre 20 h 30 et 5 h 30, les cafés «tenus par des musulmans» devant fermer à 19 heures.

Le Préfet en question est Maurice Papon. Secrétaire général de la préfecture de Gironde de 1942 à 1944, il préside de par ses fonctions à l'organisation de la déportation de personnes catégorisées comme juives, de la région bordelaise vers le camp de Drancy, puis de là jusqu'au camp d'extermination d'Auschwitz. Il n'en deviendra pas moins Préfet de police de Paris à partir de mars 1958, et le restera, après le retour du chef incontesté de la résistance française à l'occupation nazie, Charles de Gaulle, jusqu'en 1967. Sous son commandement la police parisienne va se livrer au massacre, à l'encontre cette fois de «musulmans». Comme toujours dans ce genre d'évènements les nombres de victimes sont difficiles à établir avec précision et sujets à polémiques et contestations. Selon toute vraisemblance la violence policière provoqua plus de 200 morts cette nuit là, sous les coups, par armes à feu et par noyades. Entre Paris et Rouen 150 corps furent repêchés dans la Seine.

8 février 1962 : L'ensemble des organisations de gauche, qui s'étaient abstenues de participer à la protestation du 17 octobre contre le couvre-feu imposé aux "Français musulmans", ont lancé l'appel à manifester pacifiquement contre l'OAS et pour la paix en Algérie, malgré l'interdiction générale de manifester qui a suivi le putsch des généraux d'avril 1961. Le quadrillage policier empêche la manifestation de se former. Un cortège réussi à se rassembler aux abords du métro Charonne. Au moment où est décidée et annoncée la dispersion, le cortège se trouve pris en tenaille par les forces policières. Les manifestants fuient comme ils peuvent. Certains trouvant des portes cochères ouvertes sont poursuivis jusque dans les étages des immeubles. Une partie des manifestants n'a d'autre issue que la bouche de métro. Les policiers chargent, provoquant la panique, la bousculade et des chutes dans l'escalier. Ils s'acharneront sur ces personnes en les bombardant avec des grilles d'arbres et d'aération démontées à cet effet.

La soirée se solde par plus de 250 blessés et 8 morts sur le moment. Le neuvième décèdera de ses blessures quelques mois plus tard à l'hôpital.

S. DARSOL

VERS UNE CONFÉDÉRATION DE COMMUNES

Par certains de ses aspects, le mouvement des gilets jaunes entre en résonance avec la révolution ouverte en 1789, dont le détournement opéré par les forces de la domination sociale n'a toujours pas pu être renversé.

*Le titre de la page, comme le texte ci-dessous, sont extraits de l'ouvrage de Pierre KROPOTKINE **La Grande Révolution**.*



Pour les élections la ville de Paris avait été divisée en soixante districts qui devaient nommer les électeurs du second degré*. Une fois ceux-ci nommés, les districts devaient disparaître. Mais ils restèrent et s'organisèrent eux-mêmes, de leur propre initiative, comme organes permanents de l'administration municipale (...) Immédiatement après la prise de la Bastille, les districts avaient chargé leurs députés de préparer, d'accord avec le maire de Paris, Bailly, un plan d'organisation municipale qui serait ensuite soumis aux districts eux-mêmes. Mais en attendant ce plan, les districts procédaient comme ils le trouvaient nécessaire, agrandissant eux-mêmes le cercle de leurs attributions. (...) L'état d'esprit des districts se caractérise à la fois par un sentiment très fort de l'unité communale et par une tendance non moins forte vers le gouvernement direct. (...) La Commune doit légiférer et administrer elle-même, directement autant que possible ; le gouvernement représentatif doit être restreint au minimum ; tout ce que la commune peut faire directement doit être décidé par elle, sans intermédiaire, sans délégation, ou par des mandataires réduits au rôle de mandataires spéciaux, agissant sous le contrôle incessant des mandants (...) C'est finalement aux districts, aux citoyens réunis en assemblées générales de districts qu'appartient le droit de légiférer et d'administrer pour la commune.

Ce mouvement né d'abord du besoin d'assurer les subsistances et de se garantir contre les craintes d'une invasion étrangère, c'est-à-dire, en partie, d'un fait d'administration locale, prit dans les sections le caractère d'une **confédération générale**, où seraient représentés tous les cantons des départements de la France et tous les régiments de l'armée ! L'organe créé par l'individualisation des divers quartiers de Paris, devint

ainsi l'instrument de l'union fédérative de toute la nation.

On voit que les principes anarchistes qu'exprima quelques années plus tard Godwin, en Angleterre, datent déjà de 1789, et qu'ils ont leur origine non dans des spéculations théoriques mais dans les faits de la Grande Révolution.

À mesure que la révolution progressait dans ses idées sociales, les sections faisaient de même. Ainsi elles se firent peu à peu entrepreneurs d'habillement, de linge, de chaussures pour l'armée, elles organisèrent la mouture, etc., si bien qu'en 1793 tout citoyen ou citoyenne domicilié dans la section put se présenter à l'atelier de sa section et y recevoir de l'ouvrage. Une vaste, puissante organisation surgit plus tard de ces premiers débuts, si bien qu'en l'an II (1793-1794) les sections essayèrent de se substituer complètement à l'administration des habillements de l'armée, ainsi qu'aux entrepreneurs.

L'agiotage avait déjà atteint des proportions épouvantables. La bourgeoisie naissante s'enrichissait à vue d'œil par ce moyen. Non seulement les fournisseurs de l'armée – les « riz, pain, sel » – faisaient des fortunes scandaleuses, mais comme on spéculait sur toutes choses, en grand et en petit : sur les blés, les farines, les cuirs, l'huile, le savon, la chandelle, le fer blanc etc., sans parler des spéculations colossales sur les biens nationaux, les fortunes se formaient de rien avec une rapidité féérique. (...) Le 3 février 1792 les délégués de la Commune, des 48 sections et des « défenseurs réunis des 84 départements » vinrent demander à la Convention qu'elle mît un terme à la dépréciation des assignats, due à l'agiotage. Ils demandaient l'abrogation du décret de la Constituante qui avait déclaré marchandise l'argent monnayé. (...)

Ce furent, au commencement de 1793, dans huit départements, les attroupements et les émeutes qui entreprirent de taxer les denrées. Les commissaires de la Convention durent alors céder devant l'émeute et imposer les taxes indiquées par le peuple. Le métier de bladier (trafiquant de blé) devenait des plus dangereux. (...) Le 8 septembre 1793, la Commune de Paris, poussée à bout, fit mettre les scellés chez tous les banquiers et « marchands d'argent ». Saint-Just et Lebas, envoyés en mission par la Convention dans le Bas-Rhin, ordonnaient de faire raser la maison de quiconque serait convaincu d'agiotage. Mais alors la spéculation trouvait d'autres canaux. (...) Après une discussion sérieuse malgré une forte opposition, la Convention avait rendu le 3 mai 1793, un décret qui fixait les prix maximum

*Élections de mars 1789 pour les États généraux
Régénération n°26

des blés.

L'idée générale de ce décret était de mettre, autant que possible, le fermier et le consommateur en rapports directs sur les marchés, afin qu'ils puissent se passer d'intermédiaires.

Une partie des montagnards d'accord avec le peuple, demandaient que non seulement les blés mais aussi le pain cuit, ainsi que divers objets de première nécessité, furent taxés. (...) La lutte fut cependant très vive sur ce sujet. Les girondins et nombre de montagnards étant absolument opposés à l'idée d'une taxation des denrées, qu'ils trouvaient « impolitique, impraticable et dangereuse ». Mais l'opinion publique l'emporta et, le 29 septembre 1793, la Convention décida d'établir un maximum pour les prix des choses de première et de seconde nécessité : la viande, le bétail, le lard, le beurre, l'huile douce, le poisson, le vinaigre, l'eau de vie, la bière. (...) Pour établir le prix de chacune des marchandises comprises dans le décret précédent, il fallait connaître « ce qu'elle valait dans son lieu de production ». En y ajoutant cinq pour cent de bénéfice pour le marchand en gros, et cinq pour cent pour le marchand au détail, plus tant par lieue de transport, on établirait le vrai prix auquel chaque marchandise devait être vendue.

Alors une gigantesque enquête pour établir l'un des facteurs de valeur (les frais de production) fut commencée. Malheureusement elle n'aboutit pas, puisque la réaction triompha au 9 thermidor.

Le mouvement communiste représenté par Jacques Roux, Varlet, Dolivet, Charlier, Leclerc, L'ange (ou Lange), Rose Lacombe, Boissel et quelques autres, avait une profondeur que l'on n'avait pas aperçue tout d'abord

mais que Michelet avait déjà devinée. (...) En 1793 les idées communistes ne s'élaboraient pas dans le cabinet d'études ; elles surgissaient dans les besoins du moment. C'est pourquoi le problème social se présenta pendant la Grande Révolution surtout sous la forme de **problème des subsistances** et de **problème de la terre**. Mais là est aussi ce qui fait la supériorité du **communisme de la Grande Révolution sur le socialisme de 1848** et de ses descendants. Il alla droit au but en s'attaquant à la **répartition des produits**. (...) C'est surtout le problème des subsistances qui passionna les communistes de 1793 et les amena à imposer à la Convention le maximum et à énoncer ce grand principe : la socialisation des échanges, la municipalisation du commerce par l'action des forces locales, sur place et en fait, tout en essayant d'ébaucher **l'union directe des 40 000 communes**. Mais arrivée au pouvoir et profitant de la force qui s'était constituée entre les mains des deux comités, de salut public et de sûreté générale, dont l'autorité grandissait avec les dangers de la guerre, la bourgeoisie révolutionnaire écrasa ceux qu'elle appela les « Enragés » ou « les anarchistes », pour succomber à son tour en thermidor, sous l'attaque de la bourgeoisie contre-révolutionnaire..



Hommage historique et officiel aux casseurs!

Étonnant, non?

Gil et Johane

Par GZ

Un bourgeois, me demandé de faire un référendum

pour voir si moi prolo je suis conscient que lui est un bourgeois car sa famille détient des propriétés ou des entreprises et moi en tant que prolétaire et intellectuel autodidacte je dois accepter que leur autorité basée sur leur richesse est juste

moi prolétaire conscient de l'inégalité je choisis de bloquer les ronds points

pour faire entendre aux bourgeois non autodidactes que leur richesse basée sur leur propriété privée

bah c'est moi et les miens qui la générons avec notre boulot

Eux bourgeois et propriétaires décident dans un grand débat avec eux mêmes que nous en tant que producteurs ne méritons pas la possibilité de choisir à quelle sauce on sera mangé,

Nous on rentre tous les lundi au boulot

on range on nettoie on produit on transporte on gère on pèse on peint on remplit on fabrique

on enseigne on balance on déteste on soulève on distribue on construit on élabore on manufacture on trie on étiquette on sème on récolte on soigne on cure on tue on enterre on salue mais,

il ya un bourgeois qui nous dit avec ses armes que nous qui faisons tout nous nous n'avons pas le droit de

manifeste mais on rétorque que les rues sont à nous c'est nous qui alignons chaque pavé

que même leurs balles bah c'est nous qui les fabriquons

et qu'il arrivera un jour où toutes et tous conscients ferons en sorte de tout arrêter et la différence sera claire nous autodidactes et producteurs/trices et eux sans esclaves sans bouffe sans armes bah sans nous viviremos la anarquia !!!!